

Jean-Claude Juncker a prévenu qu'il fera preuve de moins de patience lors de la prochaine tripartite

Le modèle social à rude épreuve

«En aucun cas le gouvernement ne se laissera prendre en otage par les partenaires sociaux», a déclaré hier le Premier ministre. En clair, si syndicats et patronat ne se rapprochent pas substantiellement lors des semaines et mois à venir, la tripartite annoncée pour l'automne pourrait tout simplement ne pas avoir lieu. Le gouvernement et les députés décideraient alors à eux seuls des mesures afin de relancer la compétitivité du pays. Et trancheront sur la question de l'indexation automatique.

■ Dire que la conférence de presse tenue hier par le Premier ministre était attendue relève de l'euphémisme. En effet, une quarantaine de journalistes et photographes ont assisté à l'heure et demie qu'a duré le discours du Premier ministre. Pour apprendre que la tripartite pourrait finalement ne pas être convoquée en automne. Du moins si partenaires sociaux, syndicats et patronat ne se décident pas à faire enfin un pas l'un vers l'autre.

«Cet automne sera un test de résistance pour le modèle social luxembourgeois», prédit Jean-Claude Juncker, faisant allusion aux tests de résistance auxquels viennent d'être soumis de nombreux instituts financiers européens. «Et s'il ne passe pas le test, il faudra trouver un autre modèle», a poursuivi le Premier ministre. «J'espère toutefois qu'on n'en arrivera pas là, car notre modèle a déjà été soumis à bien plus grande épreuve dans le passé.»

En attendant de savoir si les esprits se montreront plus conciliants en automne, la situation financière du pays reste elle aussi tendue. Le pays sort



(Caricature: Florin Balaban)

d'une récession de -4,1 % en 2009 après avoir connu une stagnation en 2008. Soit une perte de 4,5 milliards d'euros en deux ans. «En 2010 nous sommes moins riches que nous l'étions en 2007», résume le Premier ministre. Sans oublier un chômage qui a dépassé les 6 % en juin et un déficit budgétaire estimé entre 1,3 et 1,8 milliard pour 2010. «La situation n'est pas aussi noire que certains la dessinent, mais elle n'est pas aussi rose que beaucoup la dépeignent.» Et le Premier ministre n'oublie pas de décocher une flèche à l'adresse de la CGFP estimant que publier les rentrées des impôts sans fournir les chiffres du déficit budgétaire revient à induire consciemment en erreur.

Indexation: de nouvelles propositions en automne

Pas question dès lors pour le Premier ministre de revenir sur

les décisions prises afin d'assainir les finances publiques. Le Premier ministre s'est aussi dit conscient des problèmes de compétitivité dont souffrent les entreprises luxembourgeoises. Si cette problématique ne se résume pas à la question de l'indexation automatique, le Premier ministre a rappelé que la loi de 1984 concernant l'indice à la consommation prévoit qu'en cas d'une hausse du taux d'inflation ou d'une détérioration de la compétitivité des entreprises, le gouvernement invoque la tripartite et prévoit soit un plafonnement de l'indexation automatique, soit un étalement dans le temps du déclenchement des tranches indiciaires.

«Je suis resté dans le cadre de la loi», a expliqué le Premier ministre, soulignant que sa deuxième proposition faite lors de la tripartite au printemps (limiter le poids des produits

pétroliers dans le panier de la ménagère) revenait à prolonger la période entre le déclenchement de deux tranches alors que la première était justement un plafonnement de l'indexation automatique.

Toutefois, ces deux propositions ayant été rejetées par les partenaires sociaux fin avril, le Premier ministre ne compte pas les resservir une nouvelle fois. Jean-Claude Juncker a indiqué avoir d'autres idées en tête et avoir ordonné des calculs d'impact à ses services. Des idées qu'il n'a pas souhaité détailler, les réservant aux partenaires sociaux. Si toutefois ceux-ci devaient être amenés à se revoir.

Bref, le Premier ministre a clairement relancé la balle dans le camp des partenaires sociaux. Tout en insistant sur le fait que si ceux-ci ne l'attrapent pas au rebond, ils risquent de se retrouver hors jeu.

■ Textes: Nicolas Anen